

La dérive totalitaire de la Chine

Aujourd'hui, Hongkong. Demain, c'est sur Taïwan que s'abattrà la main de fer de Xi Jinping, bien résolu à faire triompher son socialisme liberticide.

par Luc de Barochez

Profitant de la pandémie qui accapare l'attention mondiale, la Chine enterre l'autonomie de Hongkong. Le projet de loi présenté le 22 mai par Pékin tend à interdire toute « *trahison, sécession, sédition et subversion* » dans l'ancienne colonie britannique. Le Parti communiste chinois veut réduire au silence les militants démocrates qui avaient manifesté par centaines de milliers avant l'apparition du coronavirus et qui viennent de reprendre leurs protestations.

Le message liberticide envoyé par le président chinois, Xi Jinping, va bien au-delà de Hongkong. Il nous concerne directement. Pour mesurer à quel point les Occidentaux se sont abusés sur la Chine, il faut remonter à 1997. Cette année-là, la Grande-Bretagne rétrocède la colonie à Pékin. L'accord stipule que pendant un demi-siècle, jusqu'en 2047, les citoyens y jouiront d'un « *haut degré d'autonomie* » et conserveront leurs libertés, inaccessibles aux habitants du continent.

« *Un pays, deux systèmes* », proclamait le modernisateur de la Chine contemporaine, Deng Xiaoping, décédé quelques mois avant la restitution. Les Occidentaux se rassuraient en se disant qu'en cinquante ans la Chine continentale aurait le temps de s'insérer dans la mondialisation et de se démocratiser – à l'époque, beaucoup étaient persuadés que les deux allaient de pair.

À mi-parcours, le réveil est rude. En huit ans de pouvoir, Xi Jinping a fait tomber une chape de plomb comme son pays n'en avait plus connu depuis la « révolution culturelle », dans les années 1960. Il a mis la population en coupe réglée grâce à un arsenal technologique hors de portée de ses prédécesseurs, qui inclut l'intelligence artificielle, le *big data*, la vidéosurveillance, la reconnaissance faciale et le contrôle absolu des réseaux sociaux.

Xi veut étendre sa main de fer aujourd'hui à Hongkong, demain à Taïwan. L'île rebelle vient de faire la preuve qu'une démocratie libérale pouvait lutter contre le coronavirus aussi efficacement qu'une dictature. Pour le président chinois, le défi est insupportable. Le gouvernement de Pékin, qui entend depuis des années contraindre Taipei à une réunification « *pacifique* », a pour la première fois omis l'adjectif dans son rapport annuel à l'Assemblée nationale populaire. Ce n'est pas encore une menace de guerre mais ce n'est déjà plus une garantie de paix.

Ce qui se joue en Asie orientale est un nouvel avatar du conflit entre le communisme totalitaire et la démocratie libérale qui a marqué le XX^e siècle. Xi joue cartes sur table. Dès 2013, il avait prédit « *la disparition ultime du capitalisme et la victoire finale du socialisme* ». Là où Deng recommandait à ses ministres de « *maintenir un profil discret* » sur la scène mondiale, lui affiche au contraire

En bon joueur de go, le dictateur rouge a saisi l'occasion du Covid-19 pour pousser ses pions.

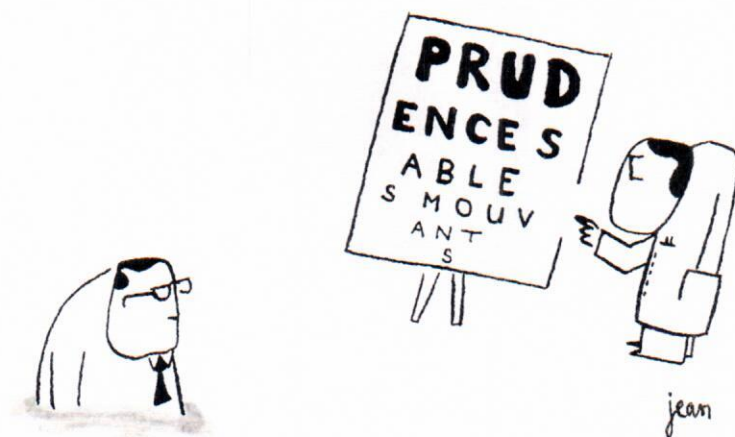


ILLUSTRATION : JEAN POUR « LE POINT »

ses ambitions stratégiques. Sous couvert de nouvelles routes de la soie, il travaille à l'avènement d'un monde qui ne soit plus, comme dans l'après-guerre, centré autour de l'Atlantique et du partenariat euro-américain, mais autour d'une Eurasie dominée par la Chine. Aulieu de poser la démocratie et le respect des droits de l'homme comme la norme, le système international doit, aux yeux de Xi, légitimer l'autocratie et le règne du Parti communiste. Pour lui, la Chine est un modèle que le monde doit imiter.

En bon joueur de go, le dictateur rouge a saisi l'occasion du Covid-19 pour pousser ses pions, en application du principe énoncé par Winston Churchill selon lequel *«il ne faut jamais gaspiller une bonne crise»*. Le président chinois sait que le marasme économique provoqué par la pandémie risque de déclencher un cataclysme social en Chine; que son choix d'augmenter encore de 6,6 % les dépenses militaires cette an-

née, malgré la crise, prive les budgets sociaux de moyens précieux; que sa décision de se faire nommer président à vie a créé des frustrations parmi les apparatchiks communistes; que ses tentatives initiales de dissimulation du coronavirus ont suscité le malaise; et que le *«socialisme aux caractéristiques chinoises»* qu'il promeut ne fait rêver personne.

Pour toutes ces raisons, le tyran attise la fièvre nationaliste de ses concitoyens, dans l'espoir de susciter un réflexe d'union autour de sa personne. Hongkong et Taïwan lui offrent des prétextes utiles. Pendant que les Occidentaux sont hypnotisés par les dramatiques conséquences économiques de la pandémie, le régime de Pékin révèle qu'il est prêt, pour faire avancer ses intérêts, à s'asseoir sur les accords internationaux, comme celui qu'il avait conclu avec Londres, et à piétiner les libertés. Les partenaires de la Chine doivent en tirer les conséquences ■

OMS, année zéro

La crise sanitaire impose une refonte de l'institution, utilisée par une Chine total-capitaliste comme levier contre les démocraties.

par Nicolas Baverez

Au moment où l'humanité affronte l'épidémie la plus grave depuis la grippe espagnole, l'Organisation mondiale de la santé traverse une crise sans précédent. Fondée en 1948, sa mission première consiste à gérer les épidémies et les crises sanitaires. Elle dispose pour cela de pouvoirs juridiquement contraignants vis-à-vis des 194 États qui siègent en son sein. L'OMS joua ainsi un rôle majeur dans le cantonnement de l'épidémie de Sras en 2003 : elle contraignit alors Pékin à s'ouvrir aux experts puis à mettre en place et financer les mesures sanitaires qui permirent de limiter la diffusion du virus à la Chine et à sa périphérie immédiate. À la suite de cette alerte, en 2005, les règles sanitaires internationales furent renforcées.

Force est de constater qu'en dépit de l'extension de ses pouvoirs, le rôle de l'OMS a été aussi contestable face au Covid-19 qu'il avait été exemplaire face au Sras, comme en témoigne son assemblée générale, tenue en ligne les 18 et 19 mai. Elle aurait dû être consacrée à l'accélération des recherches et à la définition d'un accord sur l'accès universel aux médicaments, tests, vaccins et équipements nécessaires à la lutte contre le Covid-19. Or les débats ont été monopolisés par les dysfonctionnements de l'OMS dans la gestion de l'épidémie et par le statut de Taïwan, qui, forte de son remarquable pilotage de la crise sanitaire (7 morts pour 23 millions d'habitants), entendait réintégrer le statut d'observateur qui lui avait été accordé de 2009 à 2016 avant de lui être retiré sous la pression de la Chine.

L'OMS se trouve ainsi happée par la politisation de l'épidémie au plan international comme à l'intérieur des nations, où elle est transformée en arme fatale contre la démocratie par les autocrates et les populistes. L'assemblée générale a ainsi été le théâtre d'une sévère passe d'armes entre les États-Unis et la Chine. Xi Jinping a écarté les accusations de retard et d'opacité et refusé la constitution d'une mission d'enquête internationale sur les origines de l'épidémie, tout en promettant de partager un éventuel vaccin et de consacrer 2 milliards de dollars en deux ans à la lutte contre le Covid-19. Donald Trump a répliqué en accusant l'OMS d'être une marionnette de Pékin et en menaçant de suspendre tout financement si des améliorations majeures n'intervenaient pas dans les trente jours. À l'initiative de l'Union européenne, une résolution a finalement été adoptée en faveur d'une évaluation impartiale, indépendante et complète de la réponse de l'OMS à l'épidémie de Covid-19. Cet audit semble mort-né car il passe par une enquête sur la manière dont les autorités chinoises ont été informées de l'existence de l'épidémie et l'ont gérée entre novembre 2019 et la mise en quarantaine de Wuhan et du Hubei le 23 janvier 2020, ce que Pékin n'acceptera jamais.

Pourtant, il ne fait pas de doute que l'OMS a lourdement failli. L'organisation a acté la déclaration tardive de la maladie par la Chine, le 31 décembre 2019, alors que les premiers cas étaient connus dès novembre. Elle a rendu des conclusions très prudentes sur l'éventualité d'une transmission humaine lors de son



inspection à Wuhan les 20 et 21 janvier. Elle n'a déclaré la pandémie que le 11 mars 2020. Elle a multiplié les déclarations louangeuses sur le traitement de l'épidémie par la Chine et critiqué les pays fermant leurs frontières avec elle.

L'épidémie de Covid-19 souligne donc la nécessité d'une refondation de l'OMS impliquant le renforcement du secrétariat général et la création d'un corps d'inspecteurs sanitaires internationaux disposant de pouvoirs d'investigation propres. Simultanément, le financement devrait être assuré par des ressources permanentes et non par des contributions volontaires, provenant des États membres ou de fondations privées. Enfin, les médecins lanceurs d'alerte, à l'image du docteur Li Wenliang, ont vocation à être reconnus et protégés.

La crise de l'OMS est surtout emblématique de la déliquescence du système multilatéral sous les coups de boutoir de Donald Trump. Le retrait désordonné des États-Unis laisse les organisations internationales à la merci de la Chine, qui s'en sert comme levier pour promouvoir son modèle total-capitaliste. Pékin a conduit en parallèle la montée en puissance de son économie, le développement de son influence au sein du monde émergent et la prise de contrôle du système onusien, dont elle dirige quatre des quinze commissions. L'OMS en est exemplaire, qui est passée sous influence de la Chine en même temps qu'elle s'imposait comme l'usine pharmaceutique du monde, forte d'un quasi-monopole sur les principes actifs des médicaments. La crise de l'OMS est riche d'enseignements. 1. Les institutions multilatérales jouent un rôle clé dans la gestion des risques globaux du XXI^e siècle. 2. La prise de contrôle du système onusien par la Chine acte l'absurdité et l'échec de la stratégie isolationniste de Donald Trump. 3. Les démocraties occidentales doivent se réengager dans le multilatéralisme, mais aussi auprès des pays émergents. 4. L'indispensable réforme de l'OMS, qui doit viser le renforcement de ses pouvoirs et la restauration de son indépendance, a pour pendant le réinvestissement massif des démocraties occidentales dans leur système de santé mais aussi dans l'industrie biomédicale, vitale pour leur sécurité ■

ILLUSTRATION : TARTRAI POUR « LE POINT »

L'OMS est passée sous influence de la Chine tandis que le pays devenait l'usine pharmaceutique du monde.